



Mairie de MONTRET

80 Route de Saint-Vincent - 71440 MONTRET
03 85 76 50 60 - mairie.montret@wanadoo.fr

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six, le 06 mars à 20h le Conseil Municipal de Montret, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Stéphane BESSON, Maire de Montret.

Nombre de membres :

- Afférents au conseil : 15
- En exercice : 13
- Qui ont pris part à la délibération : 11
- Date de la convocation : 28 février 2026

Étaient présents : BESSON Stéphane, CHASSOT Samuel, CHATELET Stéphane, COULON Aurore, LACONDEMINE Aurélien, PALANCHON Nadine, PETIOT Dominique, PALOMARES Yann, SCHEFFER Sabine, GAUTHIER Sophie

Excusés : BERRIER Bruno, DIOT Nadine, ZANOTTI Alain (pouvoir CHASSOT Samuel)

2026_006 : Approbation du PLU

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-21 ;

Vu le schéma de cohérence territoriale de de la Bresse Bourguignonne approuvé le 26 juin 2017;

Vu la délibération en date du 26 juillet 2018 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme (PLU), définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation ;

Vu le débat au sein du conseil municipal du 26 février 2021 portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 20 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de P.L.U. ;

Vu l'arrêté n° 22 en date du 27 octobre 2025 soumettant à enquête publique le projet de P.L.U. arrêté et l'avis d'enquête publié ;

Vu les pièces du dossier de PLU soumis à enquête publique ;

Vu l'avis de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) en date du 26 septembre 2025;

Vu l'avis de l'autorité environnementale ;

Vu le rapport d'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Entendu l'exposé du maire présentant les objectifs poursuivis et les conséquences en terme d'aménagement et d'urbanisme ;

Considérant que le projet de plan local d'urbanisme arrêté soumis à enquête publique a fait l'objet de modifications pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Les modifications les plus importantes sont énumérées ci-dessous :

Prise en compte de l'avis de l'État :

- il est décidé de maintenir l'échéancier actuel sur la zone 1AU centrale, les conditions foncières ayant évolué récemment avec le décès du principal propriétaire au Nord du site. Cette évolution ne permet pas de modifier l'échéancier. Par ailleurs la commune ne souhaite pas fragmenter l'aménagement : la nécessité d'un aménagement par tranche est par conséquent maintenue
- l'OAP de la zone 1AU intégrera une information aux aménageurs sur la mise en œuvre de mesures compensatoires au titre de la loi sur l'eau et des zones humides, et fera apparaître la localisation des emprises de zone humide à compenser.
- prise en compte des modifications réglementaires proposées permettant de clarifier la lecture et l'instruction des dispositions du projet
- modification des règles dans la bande de dangers liées aux canalisations de transport de gaz : pour règles applicables dans la bande des 300 mètres – cette distance prenant en compte les orientations du S.Co.T.
- identification de la zone agricole centrale encadrant le site de projet 1AU : un secteur Ap sera défini
- les CUMA seront explicitement citées dans le règlement pour les installations et constructions agricoles
- une emprise de précaution de 5 mètres par rapport aux rives des cours d'eau et plans d'eau sera ajoutée au règlement, en cohérence avec les orientations du S.Co.T. – la cartographie des cours d'eau sera mise à jour en conséquence
- O.A.P. paysagère d'entrée de ville, mettre en cohérence la partie orientation et partie réglementaire (chiffre des hauteurs du ressort du règlement plutôt que de l'OAP)

Les principales observations de la MRAE rejoignent celles de l'État et font par conséquent l'objet des modifications ci-dessus.

Prise en compte de l'avis du S.Co.T. et des services instructeurs du Pays de la Bresse Bourguignonne

- Assouplissement des règles concernant les annexes et pentes de toiture – cohérence zones U et A.
- Modification règlement UX pour interdire les eaux stagnantes non couvertes (proliférations moustique-tigre).
- Interdire projets commerciaux >600 m² en zone U
- Interdire commerces isolés en secteur Uh
- Complément de délimitation des zones humides avec SRADDET 2023.
- Supprimer les dispositions relatives aux aléas retrait-gonflement des argiles (prévu par le Code de l'urbanisme).
- Toiture plate non accessible possibles, mais pas sur la totalité des bâtiments pour ne pas déstructurer l'image des paysages urbains ou les hameaux.
- Préciser que le nombre d'annexes est calculé à compter de la date d'approbation du P.L.U.
- Prise en compte de l'ensemble des dispositions faisant l'objet de réserves
- Prise en compte des principales modifications réglementaires proposées permettant de clarifier la lecture et l'instruction des dispositions du projet

Prise en compte de l'avis de la Chambre d'Agriculture :

- Pas d'abris autorisés pour animaux en secteur An

INAO :

- Mise à jour de la liste des AOP-IGP

Prise en compte d'observations variées et compléments d'information ou de mise en forme divers émanant des consultations, et ne modifiant pas les dispositions réglementaires du P.L.U.

Enquête publique (voir rapport d'enquête : réponses de la collectivité) :

- Demande 1 : avis défavorable – impossibilité réglementaire
- Demande 2 : Avis défavorable – impossibilité réglementaire
- Demande 3 : Avis défavorable dans l'immédiat. Impossibilité réglementaire mais susceptible d'évoluer par la suite selon avancement du projet
- Demande 4 : Avis favorable partiellement avec prise en compte environnement végétal
- Demande 5 : Avis favorable partiellement avec prise en compte environnement végétal
- Demande 6 : Sans objet compte-tenu des évolutions réglementaires récentes. Une dérogation est désormais prévue pour un changement de destination de bâtiments agricoles inoccupés depuis plus de 20 ans. La décision sera prise par les services instructeurs et l'autorité compétente lors d'une demande d'autorisation d'urbanisme à venir. Pas de nécessité de modifier le dossier actuel de P.L.U.

Considérant que l'ensemble des membres du Conseil municipal ont disposé de l'intégralité des documents et informations dans la convocation ;

Considérant que le projet de P.L.U, tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être

approuvé, conformément à l'article L.153-21 du code de l'urbanisme ; **Après en avoir délibéré, le**

Conseil Municipal DECIDE à l'unanimité :

- 1) D'approuver les modifications apportées au projet de PLU arrêté.
- 2) D'approuver le projet de PLU tel qu'il est annexé à la présente.
- 3) D'autoriser M. le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.
- 4) Indique que le dossier du PLU est tenu à la disposition du public à la Mairie de Montret aux jours et heures d'ouverture de la mairie durant un mois.
- 5) Indique que, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie de Montret durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- 6) De mettre en œuvre l'instruction des déclarations préalables relatives au ravalement de façades, à l'édification de clôtures et l'instruction des permis de démolir.
- 7) Indique que la commune étant couverte par un SCOT, que la présente délibération produira ses effets juridiques à compter de sa réception en préfecture, accompagnée du dossier de PLU, et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (premier jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal et publication au Géoportail de l'urbanisme).

A Montret, le 06 mars 2026

Le maire



